

ÉLECTIONS MUNICIPALES - 15 & 22 MARS 2026



**FAIRE MIEUX POUR
MONTREUIL**

NOTRE PROGRAMME

Sayna SHAHRYARI

FAIRE MIEUX!
POUR MONTREUIL

**Sayna
Shahryari**
2026

La Seine
- Saint -
Denis
au cœur



**LA FRANCE
INSOUMISE**

TABLE DES MATIÈRES

FAIRE MIEUX POUR MONTREUIL 4

LES PRIORITÉS 5

UN LOGEMENT DIGNE 6

POUR UNE ENFANCE DIGNE 8

PETITE ENFANCE 10

LES AGENT·ES COMPTENT 11

LA CITOYENNETÉ MONTREUILLOISE 15

UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE 17

LES SPORTS ET LES CULTURES 19

UNE VILLE FÉMINISTE, ANTIRACISTE 22

FACILITER L'ACCÈS AUX SOINS 24

CADRE DE VIE : 26



FAIRE MIEUX POUR MONTREUIL **C'EST POSSIBLE**

Montreuil est une ville unique, riche de sa mixité et de ses engagements. Pourtant, les inégalités progressent à cause des politiques macronistes et de Patrice Bessac, allié au Parti socialiste. Au niveau national comme à Montreuil, le capitalisme abîme nos vies, le racisme saccage, le fascisme menace, l'argent gangrène tout.

Après douze ans de mandat de Patrice Bessac, le constat est amer : explosion du prix des logements, opacité des attributions (logements, crèches, subventions), fermeture de centres de santé et délaissement des quartiers populaires au profit du centre-ville.

Face à des promesses de 2014 et 2020 restées en grande partie lettre morte et à une communication municipale coûteuse, nous devons faire mieux pour Montreuil avec les habitants.

Nous rendrons le pouvoir aux Montreuillois via le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) et la co-construction systématique des politiques publiques. La transparence deviendra une exigence absolue, particulièrement sur les attributions de logements sociaux. Nous garantissons que chaque interpellation, courrier et propositions feront l'objet d'une réponse, contrairement à aujourd'hui.

Nous nous engageons sur des mesures fortes : gel des loyers de l'OPH, cantine gratuite et protection des services publics. Nous agissons pour la sécurité et la dignité de tous, en renforçant la présence humaine pour une meilleure prévention face aux dettes de loyers dans chaque quartier plutôt que de multiplier les arrêtés d'expulsion.

Nous voulons une ville qui respire. Cela signifie l'arrêt du bétonnage et de la densification effrénée. Nous agissons pour une propreté retrouvée en lien avec les agents municipaux et des mobilités apaisées, sans pénaliser les habitants des quartiers périphériques comme la Boissière.

Ce programme a été construit avec vous : les habitants, les associations, les agents communaux, les réseaux autogérés, les collectifs en lutte. Nous travaillerons pour appliquer ce programme et poursuivre son élaboration.

Ce que nous ferons en 2026 à Montreuil sera un avant-goût du changement de fond en comble que nous ferons en 2027, par un pouvoir insoumis à l'Élysée.

Votez "Faire mieux pour Montreuil" les 15 et 22 mars ! Avec nous, nous mettrons en œuvre ce programme.

LES PRIORITÉS

1

Gel des loyers de l'OPH, transparence dans l'attribution des logements sociaux, contrôle des charges et encadrement des loyers

Nous mettrons en place un service public du logement avec des inspecteur·ices aux côtés des locataires et des mal logé·es. A Montreuil, nous garantirons un logement digne et abordable pour tous·tes.

2

Cantines scolaires bio et gratuites

Nous garantirons l'accès à la cantine gratuite et de qualité pour tous les enfants en maternelle et en primaire, avec une option végétarienne à chaque repas.

3

Soutenir ou ouvrir une cantine solidaire par quartier

Ces cantines solidaires seront ouvertes tous les soirs, avec un repas à 3€ et seront directement soutenues par la Ville de Montreuil. Pour faire vivre la solidarité à l'échelle de la Ville et créer des lieux de partage et d'entraide.

4

Organiser des Référendums d'Initiatives Citoyennes municipaux

Ces RIC seront organisés sous forme de votations à l'initiative des habitant·es. Nous nous engageons à respecter les résultats pour rendre enfin le pouvoir aux Montreuillois·es.

5

Lutter contre les discriminations

Nous créerons une Maison municipale qui servira d'observatoire, pour recueillir les signalements et défendre tous les Montreuillois·es contre toutes les oppressions, grâce à des permanences juridiques ou encore la constitution de parties civiles par la Mairie.

6

Garantir une cours oasis par quartier

Cette mesure simple est essentielle pour dé-bétonner les cours d'écoles et les transformer en espaces arborés et rafraîchissants afin de garantir un cadre d'éducation et d'émancipation sain pour nos enfants.

UN LOGEMENT DIGNE

GARANTI POUR TOUTES ET TOUS

À Montreuil, la spéculation immobilière fait flamber les loyers. Trouver un logement abordable et digne est devenu un parcours du combattant : loyers trop chers, régulation de charges qui déstabilise les budgets, logements devenus des passoires thermiques, dégradés ou inadaptés à des locataires âgé·es ou en situation de handicap ... L'absence de toit stable impacte la réussite scolaire, le travail, la santé, la vie sociale : c'est pourquoi nos propositions changent la donne en matière de construction, de transparence et de contrôle des loyers.

UN TOIT DROIT

- Construire 50% de logements sociaux dans toute nouvelle construction, dans tous les quartiers.
- Contrôler les charges et assurer la justice et la transparence des attributions avec des citoyen·nes tiré·es au sort, présent·es dans les commissions d'attribution des logements sociaux, de fixation des loyers et des charges.
- Mettre en place le gel des loyers dans le parc social et le contrôle de l'encadrement des loyers et des charges durant les 6 prochaines années. La commune peut faire pression sur les organismes de logements sociaux afin d'obtenir un gel des loyers en OPH et le contrôle des charges. Elle peut mettre en place un service qui aide les locataires à contrôler l'encadrement de leur loyer.
- Garantir le droit à la mutation pour les personnes âgées ou en situation de handicap, avec l'obligation pour les bailleurs de proposer des logements adaptés.
- Faire de l'entretien des parties communes dans les logements sociaux et le suivi des travaux une priorité absolue.
- Utiliser tous les outils pour lutter contre les abus d'AirBnB : abaisser la limite de mise en location touristique de la résidence principale à 90 jours, fixer là où c'est possible des zones réservées aux résidences principales et définir un quota maximum de logements en location touristique
- Un plan « grand chaud » dans les logements pour repérer les logements bouilloires et les équiper en brasseurs d'air, volets et Vmc efficaces.

RÉQUISITIONNER LES LOGEMENTS VIDES

- Les logements vacants peuvent être réquisitionnés par le ou la maire d'une commune à des fins d'hébergement d'urgence pour des personnes sans-abris. Qu'attendons-nous pour le faire ?

UN ACCUEIL D'URGENCE OUVERT TOUTE L'ANNÉE

- Ouvrir un accueil d'urgence dans l'annexe de l'école Berthelot pour les sans-abris. Ce lieu est emblématique de l'expulsion qu'avait ordonnée Patrice Bessac en plein hiver en envoyant la BRAV-M contre les personnes sans-abri de Gambetta qui y avaient trouvé refuge. Il s'agit de transformer ce lieu pour en faire un lieu d'accueil d'urgence des sans-abris.

DÉFENDRE LES DROITS DES LOCATAIRES

- Créer un service d'inspecteur·ices du logement aux côtés des habitant·es pour faire respecter la loi sur l'encadrement des loyers, repérer les logements vides, agir contre l'insalubrité, contrôler le calcul des charges, lutter contre les abus des propriétaires bailleurs aux côtés des locataires.
- Lutter contre la spéculation immobilière par la préemption. La préemption impose au propriétaire souhaitant vendre son bien de le proposer en priorité à la collectivité, notamment à la commune, qui peut l'acquérir à un prix conforme aux valeurs moyennes du marché et non à des tarifs excessifs liés à la spéculation.
- S'opposer aux expulsions et protéger les locataires. S'opposer à l'expulsion consiste à empêcher le retrait des locataires de leur logement. Ces décisions et mesures anti-expulsion visent à garantir la protection des locataires les plus vulnérables.

POUR UNE ENFANCE DIGNE

Les coupes budgétaires décidées par Macron, avec l'aval du Parti socialiste, appauvrissent les services publics et rackettent les habitants. Le Parti socialiste, allié à Patrice Bessac sur Montreuil, est responsable de la suppression de plus de 4000 postes d'enseignants. Aussi, les scandales de violences faites aux enfants se multiplient. La mairie a les moyens d'agir pour mieux accompagner et protéger les enfants de notre ville. **Nous pouvons faire mieux.**

LA RÉNOVATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS ET UNE COURS OASIS PAR QUARTIER

- Face au dérèglement climatique, la ville doit agir en faveur de la rénovation des écoles passoires thermiques et instaurer un îlot de fraîcheur par quartier avec des fontaines en libre accès par quartier
- Accélérer la rénovation thermique des écoles afin de sortir durablement des passoires énergétiques, améliorer le confort été comme hiver, réduire les factures d'énergie de la collectivité et diminuer l'empreinte carbone des bâtiments scolaires.
- Lutter contre les pollutions de l'air et la pollution sonore. Équiper chaque classe d'un purificateur d'air en particulier pour les écoles à proximité de l'A86, de l'A3 et du périphérique. Équiper les cantine et préau de dispositif d'alerte lumineux lorsqu'un certain niveau sonore est atteint (80 décibels).

L'ÉGALITÉ RÉELLE ENTRE LES ÉCOLES À MONTREUIL

- Toutes les écoles ne perçoivent pas les mêmes subventions (montant par élève) ni ne bénéficient des mêmes taux d'encadrant-es (ATSEM, animateur-ices périscolaires) ni des mêmes moyens (bus et intervenant-es). Il s'agit de remédier à cette inégalité territoriale.

LA CANTINE SCOLAIRE GRATUITE ET DE QUALITÉ POUR TOUS LES ENFANTS

- La cantine sera gratuite pour tous·tes et nous introduirons des options végétariennes quotidiennes. Démocratiser la cantine, c'est démocratiser les apprentissages qui s'y jouent !

UN PLAN D'URGENCE POUR LES ÉCOLES

- Absences non remplacées, manque d'AESH pour l'école inclusive, de médecins, d'infirmier-es scolaires... Aux côtés des communautés éducatives mobilisées, exigeons un plan d'urgence au rectorat pour obtenir notre dû

BRISER LES TABOU DES VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS

- Nous engagerons des opérations de sensibilisation et de formation, et réaliserons un état des lieux de la situation dans les structures communales. Des mesures préventives seront prises en cas de suspicion de violences physiques, éducatives ou sexuelles. Nous prendrons des mesures d'éloignement pour les adultes suspectés de violences.

CRÉER DES CENTRES SOCIAUX DÉDIÉS À LA JEUNESSE

- Dans les quartiers où la déscolarisation atteint 50% et plus à 18 ans, nous proposerons des lieux dédiés à l'aide aux devoirs et à l'ouverture culturelle, qui donneront la parole aux enfants et des moyens aux jeunes pour monter des projets. Ces lieux seront situés au bas des immeubles et des sorties culturelles seront organisées pendant les vacances ou les week-ends.
- Des Antennes Jeunesse et les Points d'Information Jeunesse renforcés

FORMER, TITULARISER ET ÉQUIPER LES ANIMATEUR·ICES DU PÉRISCOLAIRES

- Nous mettrons fin aux vacances en accompagnant à la professionnalisation et en donnant les moyens de projets éducatifs de qualité (accès à des bus, des sorties, des intervenant-es artistes et éducateur-ices sportifs).

UN CONSEIL MUNICIPAL DE LA JEUNESSE

- Faire Mieux pour Montreuil, c'est faire confiance à sa jeunesse. Les jeunes de 12 à 17 ans pourront solliciter, grâce à ce nouvel organe, le Conseil municipal pour divers projets. Ils agiront en toute autonomie dans cette structure qui se veut un lieu de citoyenneté, de débat, d'éducation populaire où arguer son esprit critique.

PETITE ENFANCE

L'URGENCE SOCIALE

A Montreuil, le service public de la petite enfance est en grande difficulté : pénurie de places en crèches, taux d'encadrement insuffisant, professionnelles épuisées... Tous les voyants sont au rouge. Plutôt que de mener la bataille pour défendre et renforcer le service public, la municipalité accompagne la marchandisation de la petite enfance. Le maire a ainsi confié la gestion d'un établissement de 100 berceaux à un grand groupe privé, qui se revendique comme « associatif » mais fonctionne comme une entreprise, en réduisant les coûts et en recherchant la rentabilité. Autre signal alarmant : la multiplication des micro-crèches privées aux tarifs prohibitifs, symptôme de l'incapacité de la municipalité à répondre aux besoins des parents.

DÉVELOPPER LE SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE

- Nous agissons en priorité sur la formation, la rémunération et le recrutement des professionnelles des crèches municipales, afin d'améliorer leurs conditions de travail et de garantir un accueil de qualité pour les enfants. Nous ouvrirons également de nouvelles crèches publiques pour répondre aux besoins des familles.

SOUTENIR LES CRÈCHES RÉELLEMENT ASSOCIATIVES

- Nous refusons la logique qui consiste à déléguer des missions de service public à des associations pour ensuite les asphyxier financièrement et réduire les dépenses municipales. Nous rompons avec ces pratiques et soutiendrons les crèches associatives porteuses d'un projet émancipateur pour l'enfance.

RECONNAÎTRE ET ACCOMPAGNER LES ASSISTANTES MATERNELLES

- Trop souvent oubliées, elles jouent pourtant un rôle essentiel dans l'accueil des jeunes enfants. La municipalité les méprise, par exemple en leur refusant l'accès à une salle municipale à La Noue. Nous les soutiendrons pleinement, notamment en développant les Relais Petite Enfance.

LES AGENT·ES COMPTENT DEMAIN SE FERA AVEC VOUS

SANS VOS COMPÉTENCES, VOTRE ENGAGEMENT ET VOTRE CONNAISSANCE DU TERRAIN, IL N'Y A NI SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ, NI POLITIQUE MUNICIPALE JUSTE.

Faire mieux pour Montreuil, c'est aussi faire mieux pour les agent·es : les protéger face aux attaques répétées du Gouvernement qui visent les services publics, respecter leurs droits et leur parole, promouvoir une administration à l'image de la population telle qu'elle est. Les services municipaux doivent agir pour l'intérêt général, et non comme de simples instruments de communication. Depuis 2014, les reculs sociaux se sont accumulés : suppression de droits, sous-effectif maintenu pour faire des économies et réorganisations à répétition. Ces évolutions locales s'ajoutent aux politiques nationales d'austérité. Les agent·es tiennent, mais le sens du travail s'est profondément dégradé. L'enjeu est désormais clair : combattre les politiques nationales de fragilisation de la fonction publique territoriale, mais aussi prendre nos responsabilités pour garantir des conditions de travail dignes, protéger les acquis, renforcer un dialogue social respectueux et redonner aux services publics les moyens d'agir.

RECRUTEMENT ET CARRIÈRES : EN FINIR AVEC LES PLAFONDS DE VERRE

- Les recrutements et les évolutions de carrière doivent reposer sur des règles claires : l'égalité de traitement, la reconnaissance des compétences et de l'expérience de terrain, pour que la Ville redevienne un véritable ascenseur social.
- Recrutements transparents et équitables : fin des postes «réservés». Ouverture réelle de tous les postes en interne. Chaque candidat interne doit pouvoir être entendu lors d'un véritable entretien et évalué sur ses compétences professionnelles. Les réponses seront écrites et motivées pour chacune des candidatures
- Création d'emplois statutaires en recrutant des agent·es titulaires sur des postes pérennes
- Transparence sur les avancements de grade et promotions internes
- Suivi réel de carrière avec une montée en compétence : accompagner chaque agent·e vers la formation, les concours ou un souhait de mobilité, avec un accompagnement des reclassements ou encore des transitions des agent·es les plus précaires
- Un plan de formation pluriannuel ambitieux en adéquation avec les besoins de la ville, les mutations de notre société et les aspirations des agent·es

- Réintégration des personnels auxquels la Ville a l'obligation de proposer un poste

UNE VILLE FÉMINISTE

- Une ville féministe agit concrètement pour la santé des agentes et l'égalité dans la parentalité. Cela passe par des droits effectifs et des aménagements adaptés :
- Un aménagement du poste de travail pour les agentes souffrants d'endométriose (1 femme sur 10)
- Une autorisation spéciale d'absence pour les agentes lors d'un recours à l'IVG, ainsi qu'en cas d'arrêt naturel de grossesse (fausse couche)
- L'allongement de la durée du congé naissance accordé aux agent·es second parent en l'alignant sur le congé post-natal de la mère donnant naissance
- L'ouverture d'une crèche pour les agent·es à la Tour Altaïs

RÉMUNÉRATION : JUSTICE ET RECONNAISSANCE

- Faire mieux pour les agent·es, c'est mettre fin aux écarts injustifiés et à l'opacité, pour garantir une rémunération fondée sur l'égalité, la pénibilité et le travail réellement accompli.
- Plafonnement des plus hautes rémunérations pour revaloriser les plus basses
- Établissement d'une rémunération parfaitement égale entre femmes et hommes à fonction égale
- Mise en place d'une sujétion pour les métiers les plus pénibles
- Rendre les heures supplémentaires transparentes, justifiées et équitablement réparties
- Une fiche de paie lisible avec des temps dédiés pour expliquer et répondre aux questions de chacun·e
- Une attention renforcée aux personnes en reclassement
- Un EPA de qualité : un vrai point d'étape, pas une formalité vide

CONDITIONS DE TRAVAIL : ON ARRÊTE L'HÉMORRAGIE

Les conditions de travail doivent garantir le respect, la santé et la dignité de chacun·e. Avant tout projet coûteux ou de communication, la Ville doit remplir ses obligations légales, soutenir les agent·es en difficulté et s'appuyer sur leur expérience pour organiser le travail et faire fonctionner les services publics.

LES CONSTATS SONT CONNUS, IL EST TEMPS D'AGIR.

→ STOP AUX DIAGNOSTICS SANS SUITE

Des moyens concrets seront donnés pour améliorer la qualité de vie au travail, pour les agent·es titulaires comme contractuel·les, avec une attention particulière portée aux agent·es de catégorie C.

→ STOP AU TURN-OVER SUBI

Nous mettrons fin à la polyvalence excessive et engagerons un plan d'attractivité fondé sur des effectifs suffisants et des missions claires

→ STOP AU DÉMANTÈLEMENT DES ACQUIS SOCIAUX

La subvention du COS et le congé de préretraite, supprimés en 2014, seront rétablis

→ STOP AU MANAGEMENT BRUTAL ET AUX PRATIQUES DISCRIMINATOIRES

Des règles claires et opposables, un dispositif d'alerte indépendant et une protection effective des agent·es victimes d'arbitraires ou de discriminations (protection fonctionnelle, médiation)

→ STOP AUX SITUATIONS DANGEREUSES

Le DUERP sera mis à jour dans tous les services, avec un véritable plan de prévention incluant les risques psychosociaux

→ STOP AU SILENCE DES DIRECTIONS ET DES ÉLU·ES.

En cas de crise, nous agissons rapidement par l'écoute et des arbitrages clairs

→ STOP À LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Des équipements et/ou des formations seront garantis en fonction des besoins et de l'autonomie de chacun·e

PRÉVENTION ET SANTÉ AU TRAVAIL

Dès la première année, nous créerons un Bureau de la prévention et de la médecine professionnelle, avec un·e médecin du travail, un·e psychologue et une assistante sociale, en présentiel et à temps plein, statuant en toute autonomie.

DANS LES SERVICES EN PREMIÈRE LIGNE

- Renforcement immédiat des équipes en contact quotidien avec le public.
- Constitution d'une équipe de soutien volante composée d'agent-es titulaires et expérimenté-es, qui viendront en appui des absences de longues durées (sur le modèle d'autres collectivités : propreté des bâtiments et urbaine, crèches, animation, jeunesse, état civil, DRH)

DIALOGUE AVEC LES AGENT-ES ET RESPECT DES INSTANCES PARITAIRES

- Visites interservices pour découvrir les missions des autres
- Mise en place d'un calendrier de travail entre les élu-es, la DG et avec les représentants du personnels, et engagement à tenir compte des avis rendus par les instances paritaires régulières avec les élu-es et l'administration.
- Notre programme politique sera traduit en projet de service avec une planification jusqu'en 2032, élaboré avec celles et ceux qui font tourner la ville

LA CITOYENNETÉ MONTREUILLOISE

Faire Mieux pour Montreuil, c'est rendre le pouvoir aux citoyen·nes. Dès notre élection le 22 mars prochain, nous mettrons en place des mesures concrètes pour faire vivre la démocratie partout.

LE RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE

- Au niveau municipal, nous mettrons en place le référendum d'initiative citoyenne communale, qui sera une rupture avec la fausse démocratie participative. Concrètement, ce RIC permettra des votations à l'initiative des habitant·es et de l'équipe municipale sera tenue de se conformer aux résultats des urnes et appliquer ces décisions prises par les Montreuillois·es.

LA RÉVOCATION DES ÉLU·ES

- Nous ne faisons pas de la politique pour des places ou des carrières. Nos mandats seront révocables pour que les citoyen·nes puissent s'exprimer sur notre action municipale en dehors des temps électoraux habituels

UN PLAN ANTI-CLIENTÉLISME

- Ce plan consistera dans la mise en place de la transparence et du contrôle populaire dans l'attribution des logements sociaux, des places en crèches et des subventions. Des citoyens seront tirés au sort pour participer aux commissions d'attribution

OUVERTURE DU CONSEIL MUNICIPAL À TOUS·TES LES MONTREUILLOIS·ES

- Car la politique est l'affaire de tous·tes et non de quelques un·es, nous permettrons à tous·tes habitant·es de Montreuil de prendre part à la vie de la Cité.
- Ouvrir aux habitant·es un temps de questions lors de chaque conseil municipal
- Soutenir les initiatives locales en faveur de la mise en place d'assemblées citoyennes indépendantes chargées d'exercer un contrôle populaire de la politique communal

L'INSTAURATION D'UNE CMI (CARTE MONTREUILLOISE D'IDENTITÉ)

- Cette carte facilitera la domiciliation ainsi que le vote dans toutes les votations citoyennes, qui seront également ouvertes aux personnes étrangères et aux jeunes à partir de 16 ans ! Les voix de tous·tes comptent.
- La CMI permettra également l'accès aux droits sociaux, l'accès à l'école, la cantine gratuite ou encore aux centres de santé municipaux.

UNE VILLE ENGAGÉE CONTRE LES GÉNOCIDES ET LES GUERRES

- Un engagement concret de la ville contre les génocides et les guerres. Par exemple : pas d'installation de commerces ciblés par la campagne BDS, création d'espaces commerciaux sans produits issus de pays génocidaires.

UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ***MANGER DIGNEMENT EST UN DROIT, PAS UN PRIVILÈGE***

A Montreuil, de plus en plus d'habitant·es sautent des repas ou mangent moins bien faute de moyens, pendant que les prix de l'alimentation explosent. La précarité alimentaire progresse et touche en premier lieu les quartiers populaires. Trop de familles n'ont pas accès à une nourriture de qualité. L'aide alimentaire repose trop souvent sur la charité, l'urgence et le bénévolat, alors que se nourrir correctement relève d'un droit fondamental. La ville peut et doit agir pour garantir à toutes et tous l'accès à une alimentation suffisante, de qualité et choisie, tout en renforçant les solidarités de proximité.

UNE CANTINE SOLIDAIRE PAR QUARTIER

- Développer un réseau de cantines solidaires municipales, avec l'objectif d'une cantine par quartier, ouverte le soir, accessible à toutes et tous.
- Proposer des repas complets à 3€ afin de lutter contre la précarité alimentaire tout en créant des lieux de rencontre, de partage et de solidarité
- Soutenir les cantines solidaires citoyennes selon leurs besoins et en lien avec les habitant·es et les associations
- Soutenir et pérenniser les cantines des foyers de travailleurs migrants, en respectant leur fonctionnement et en favorisant leur rôle de lien social dans les quartiers. Mettre en œuvre un plan de sauvegarde, voire de développement de celles-ci, co-construit avec les résident·es, les salarié·es, les bailleurs et les associations locales

EXPÉRIMENTER LA SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION

- Participer à la mise en place d'une expérimentation locale de la Sécurité sociale de l'Alimentation sur le principe de la sécurité sociale de la santé, en partenariat avec les communautés territoriales, les entreprises, les syndicats, les commerçants, les associations et les cantines présentes sur le territoire de la commune et au-delà
- Répertorier et mettre en lien les différentes expérimentations citoyennes et associatives montreuilloise et au-delà

- Soutenir une alimentation de qualité, accessible pour toutes et tous.
- Renforcer les circuits courts, l'agriculture paysanne et biologique par des partenariats durables
- Développer les projets d'agriculture urbaine sur tout le territoire montreuillois
- Faire de cette expérimentation un outil durable au service des projets d'émancipations collectives

UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE COHÉRENTE DE LA PETITE ENFANCE À L'ÂGE ADULTE

- Articuler cette politique avec la cantine scolaire gratuite et de qualité, afin de garantir à tous les enfants un accès quotidien à une alimentation saine
- Faire de l'agriculture urbaine et de l'alimentation des outils d'éducation populaire, en donnant aux équipes éducatives et d'animation les moyens de transmettre des pratiques alimentaires respectueuses de la santé, de l'environnement et du vivant

LES SPORTS ET LES CULTURES ÉMANCIPATEURS

DES PRATIQUES ACCESSIBLES, PARTAGÉES ET LIBÉRÉES DE LA LOGIQUE MARCHANDE

A Montreuil, les pratiques sportives et culturelles sont des leviers essentiels d'émancipation, de lien social et de démocratie. Ville populaire, créative et engagée, Montreuil regorge d'artistes, de travailleur-euses de la culture, de bénévoles associatifs et de pratiquant-es sportifs. Pourtant cette richesse est fragilisée par la précarisation des métiers, la marchandisation des lieux et des pratiques, et des inégalités persistantes d'accès entre les quartiers et les publics. Nous voulons remettre le sport et la culture au service de l'intérêt général, de l'égalité d'accès et de la participation citoyenne.

DES ASSISES DES CULTURES POUR DÉCIDER ENSEMBLE

- Montreuil étant une ville où près de 15% des habitant-es sont intermittents, cotisent à la sécurité sociale des artistes-auteurs ou travaillent dans le secteur culturel, il s'agit de rassembler l'ensemble des acteurs de ce secteur lors d'Assises municipales des cultures pour pouvoir réfléchir et prendre des décisions plus adaptées aux besoins de la politique culturelle de la ville que nous souhaitons instaurer.
- Construire collectivement une politique culturelle lisible, adaptée aux réalités locales, aux pratiques émergences et à la diversité artistique
- Faire de ces assises un cadre pérenne de concertation, de co-construction et de suivi démocratique de la politique culturelle municipale.

PROTÉGER LES LIEUX CULTURELS PUBLICS ET LES COMMUNS

- Mettre en place un moratoire sur les privatisations des lieux culturels municipaux
- Refuser la délégation de mission de service public culturel à des opérateurs privés dans un but lucratif comme par exemple pour le café La Pêche
- Préserver et développer les lieux culturels existants, garants de la création locale, de la transmission et de la rencontre entre les quartiers

SOUTENIR LA CRÉATION ET LES TRAVAILLEUR·EUSES DE LA CULTURE

- Affirmer une solidarité concrète avec les artistes et les salarié·es de la culture confronté·es à une précarisation croissante
- Faire de la Ville une collectivité exemplaire, tant dans ses choix de subventions que dans le respect des statuts, des droits sociaux et des conditions de travail

LA CULTURE ET LE SPORT DÈS L'ENFANCE, PARTOUT DANS LA VILLE

- Garantir à chaque élève scolarisé·e à Montreuil l'accès, chaque année, à un spectacle vivant et une séance de cinéma
- Renforcer l'accès aux enseignements artistiques, aux équipements culturels et sportifs, en particulier dans les quartiers populaires
- Faire de l'éducation artistique, culturelle et sportive un outil d'émancipation, en lien avec les équipes éducatives, les animateur·ices, les associations et les artistes
- Implanter les artistes dans les écoles et bâtiments publics : résidences et ateliers.
- Surélever l'espace 40 au Bel Air (2 étages supplémentaires) pour accueillir un conservatoire des cultures urbaines.
- Soutenir la pratique sportive des filles à l'âge où elles décrochent : licence gratuite dans tous les clubs pour les filles en classe de 3e et de seconde.

DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ACCESSIBLES ET DE QUALITÉ

- Engager un plan de rénovation, d'entretien et de mise aux normes des infrastructures sportives pour garantir des conditions de pratiques dignes et sécurisées
- Rénover les vestiaires du stade Robert Legros pour accueillir les matchs du Montreuil FC en coupe de France dès l'hiver 2026.
- Renforcer l'accès des enfants et personnes en situation de handicap aux enseignements artistiques, aux équipements culturels et sportifs, en particulier dans les quartiers populaires.

PRIORITÉ AU SPORT ASSOCIATIF ET À L'ÉDUCATION POPULAIRE

- Donner la priorité aux centres de loisirs et aux associations montreuilloises dans l'attribution des créneaux des équipements sportifs
- Soutenir le sport amateur, non-marchand et associatif comme outil de santé publique, de lien social et d'émancipation
- Garantir une répartition équitable, transparente et démocratique des créneaux sportifs
- Des équipements sportifs accessibles et de qualité
- Pour aider les associations sportives face aux difficultés financières : Créer des coopératives sportives réunissant la municipalité, les clubs et des partenaires publics ou privés. Ce modèle permettrait de financer conjointement des postes salariés, donnant aux clubs le temps et les moyens de développer de nouvelles activités.

PLAN POUR LA FÉMINISATION DU SPORT, UN ENJEU MAJEUR

- Former et accompagner les femmes vers les responsabilités dans le mouvement sportif
- Créer un réseau de dirigeantes
- Formation obligatoire contre le sexisme pour tous les dirigeant·es subventionné·es
- Cellule d'écoute et signalement des discriminations et violences

UNE VILLE FÉMINISTE, ANTIRACISTE ET ENGAGÉE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

L'ÉGALITÉ RÉELLE COMME PRINCIPE D'ACTION MUNICIPALE

A Montreuil, les discriminations traversent toutes les sphères de la vie sociale : logement, emploi, accès aux droits, santé, éducation, espace public. Racisme, sexisme, LGBTIQ+phobies, validisme ou âgisme ... ne sont pas des faits isolés, mais des systèmes qui produisent des inégalités durables et des violences quotidiennes. Une ville émancipatrice doit les combattre concrètement, par des politiques publiques volontaristes, des moyens dédiés et un soutien réel aux personnes concernées et à celles et ceux qui s'organisent pour l'égalité.

UN OFFICE MUNICIPAL DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

- Créer un office municipal de lutte contre les discriminations, chargé de prévenir, repérer et combattre toutes les formes de discriminations
- Mettre en place des permanences juridiques gratuites, en lien avec les associations spécialisées, pour recueillir les signalements, accompagner les victimes et faciliter l'accès aux droits
- Travailler en coordination avec les structures d'accueil d'urgence et les associations spécialisées pour garantir une prise en charge effective et respectueuse.
- Protéger les montreuillois-es et en particulier les jeunes hommes arabes et noirs ou perçus comme tel contre les contrôles au faciès et les violences policières.
- A chaque discrimination d'un-e montreuillois-e la ville se portera parti civile pour que la charge de la procédure ne repose pas que sur les épaules de la victime.

UNE VILLE FÉMINISTE QUI PROTÈGE ET ACCOMPAGNE

- Créer une structure municipale d'accueil et d'hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violences, garantissant protection, accompagnement et orientation vers les dispositifs adaptés
- Déployer une politique municipale féministe qui prenne en compte les réalités vécues par les femmes dans tous les domaines de la vie locale : logement, parentalité, emploi, santé, espace public, etc.

RECONNAÎTRE ET SOUTENIR LES FAMILLES MONOPARENTALES

- Créer une « carte famille monoparentale », reconnaissant le statut de monoparentalité et donnant accès à des droits : l'accès aux loisirs, au sport et à la culture, une réduction de 40% des tarifs du périscolaire et tarifs réduits dans les équipements publics : piscines et complexes sportifs, cinéma Le Méliès...

SOUTENIR LES ASSOCIATIONS, ACTRICES DE L'ÉGALITÉ

- Soutenir durablement les associations engagées contre les discriminations, qui jouent un rôle essentiel d'accompagnement, de prévention, de mobilisation citoyenne et de transformation sociale
- Reconnaître leur rôle dans la création d'emplois à Montreuil

FACILITER L'ACCÈS AUX SOINS ET LA PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SANTÉ

A Montreuil, l'accès aux soins est de plus en plus difficile : pénurie de médecins, délais d'attente, renoncements aux soins, inégalités territoriales et sociales marquées. La santé ne peut pas dépendre du lieu où l'on vit ni de ses revenus. La Ville doit jouer pleinement son rôle pour garantir un accès égal aux soins, renforcer la prévention et rapprocher le service public de santé des habitant-es, en lien étroit avec l'hôpital public.

UNE SECONDE PERMANENCE DES SOINS

- Implanter une seconde permanence des soins, ouverte le soir et les week-ends, afin d'améliorer l'accès aux soins en dehors des horaires habituels de consultations

DES CENTRES DE SANTÉ DE PROXIMITÉ RATTACHÉS AU CENTRE HOSPITALIER ANDRÉ-GRÉGOIRE

- Ouvrir deux centres de santé de proximité, rattachés au Centre Hospitalier intercommunal André-Grégoire pour amener l'Hôpital avec ses spécialités au cœur de la ville et faciliter l'accès aux soins
- Articuler les missions de ces centres autour de la prévention, de l'éducation à la santé, ainsi que des soins médicaux généraux et spécialisés. Poursuite avec le rattachement des autres centres de santé existants à l'hôpital.
- Ces centres de santé seront conçus comme une prolongation de l'Hôpital afin de proposer une offre de soins pluridisciplinaire adaptée aux besoins de santé du territoire et en finir avec les inégalités de santé

UNE ORGANISATION COORDONNÉE DES SOINS

- Mettre en place une structure d'exercice coordonné, portée par l'Hôpital, afin d'assurer des parcours de soin coordonnés et sécurisés pour la population centrés sur la promotion, la prévention et l'éducation à la santé
- Organiser l'activité de ces centres de santé :
 - Entre présence continue d'une équipe pluridisciplinaire généraliste composée de médecins généralistes, de sage-femmes, d'infirmières, de diététiciennes, de

psychologues, de médiatrices en santé, etc.

- De vacations régulières de médecins spécialistes
- Et d'un travail en réseau avec les professionnel·les libéraux de proximité

LE SALARIAT DES PROFESSIONNEL·LES DE SANTÉ

- Employer les professionnel·les des centres de santé comme salarié·es de la Ville, soumis·es aux grilles de rémunération de l'Hôpital, notamment les médecins généralistes et les infirmier·es de pratique avancée (IPA)
- En cas d'urgence, le patient est directement adressé au spécialiste (cardiologue, endocrinologue, hépato-gastrologue...) du Centre Hospitalier intercommunal André Grégoire de Montreuil
- En dehors de situations d'urgence, organiser les consultations spécialisées sous forme de vacations dans les centres de santé, en lien étroit avec l'hôpital

CADRE DE VIE : ÉCOLOGIQUE, PROPRE ET APAISÉ

Face au dérèglement climatique, la Ville doit agir dès maintenant pour adapter le territoire, réduire son impact environnemental et améliorer concrètement le cadre de vie des habitant·es. La planification écologique permet d'articuler des mesures locales, utiles au quotidien, en particulier pour les plus jeunes et les plus exposé·es

DES COURS OASIS DANS LES ÉCOLES

- Transformer progressivement les cours de récréation des écoles en cours OASIS végétalisés
- Créer des potagers municipaux
- Formaliser un plan fontaines à eau pour déployer des fontaines d'eau potable gratuites dans l'espace public, en priorité dans les quartiers populaires, les cours d'écoles, les parcs, les places. Équiper d'un système de brumisateurs, elles vont rafraîchir en période de fortes chaleurs, et réduire l'usage des bouteilles en plastique et la dégradation des poteaux bouches d'incendies.
- Créer des espaces plus frais et plus agréables, permettant une baisse significative des températures lors des épisodes de canicule.
- Favoriser des cours mieux partagées par tous les enfants, en luttant contre les inégalités d'appropriation de l'espace entre filles et garçons

PROTÉGER ET OUVRIR LES MURS À PÊCHES

Ce site exceptionnel est, pour sa majeure partie et malgré les effets d'annonce, laissé à l'abandon. La restauration des murs est à l'arrêt depuis plusieurs années et il n'est toujours pas accessible au plus grand nombre. Pourtant, sa valeur historique et patrimoniale est reconnue mondialement et elle représente un atout considérable pour les montreuilloises et les montreuillois.

Constitué d'une multitude de jardins ou d'espaces ouverts, le quartier des murs à pêches représente un poumon vert à préserver à tout prix pour les générations futures. Les zones industrielles ou de stockage qui le bordent sont également intéressantes pour le développement du projet de sauvegarde du site.

- Poursuivre activement la restauration patrimoniale des murs dans le site classé ou non. Rechercher les moyens financiers pour se faire (public ou privé)
- Poursuivre activement le projet global de mise en partage du site : usages d'accueil touristique, culturel, récréatif, agricole, d'apprentissage et de formation, habitats légers
- Assurer le suivi pluriannuel de l'analyse des sols et des végétaux produits pour caractériser sereinement l'accueil des publics, les usages et les productions à développer et les travaux éventuels à mener
- Intégrer la gestion agricole du site à la politique alimentaire de la ville et favoriser le fléchage des productions vers les différentes cantines montreuilloises
- Développer les activités respectueuses des caractéristiques naturelles, agricoles et patrimoniales du site et ouvrir les projets sur les quartiers, les écoles et associations montreuilloises
- Protéger la faune et la flore
- Réviser le PLUI pour préserver le site durablement de l'urbanisation et de la spéculation : classement en Zone Agricole protégée des Zones Agricoles, pas de nouvelles constructions le long du passage du tramway et le long des rues Nouvelle France et Saint-Antoine
- Respect du caractère patrimonial des deux rues viaires traversant le site : rétablissement des costières et traitement du mobilier urbain spécifique
- Finaliser la demande de classement du site au patrimoine immatériel ou matériel de l'UNESCO

DES PRODUITS LOCAUX ET BIOS DANS LA COMMANDE PUBLIC

- Développer l'usage de produits locaux et biologiques dans la commande publique communale
- Soutenir une agriculture vertueuse tout en contribuant à la réduction de l'empreinte carbone des Montreuillois-es

LA RÉNOVATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS

- Engager et encourager la rénovation thermique des bâtiments
- Améliorer le confort des bâtiments tout en réduisant leur consommation énergétique et leurs émissions de gaz à effet de serre.

DEPOLLUER LA VILLE EN LIEN AVEC RIVERAINS ET ASSOCIATIONS

- Créer une mission municipale « Dépollution des sols et sites
- Impulser une Coordination municipale avec les associations et collectifs de citoyen·es mobilisé·es autour de sites pollués identifiés
- Utiliser les pouvoirs de police administrative du maire pour contraindre les propriétaires partis sans dépolluer à financer la dépollution et prise en charge des conséquences pour les riverains.

UNE VILLE PROPRE DANS TOUS LES QUARTIERS

- Mettre en œuvre une politique de propreté dans tous les quartiers, fondée sur l'expertise des agent·es municipaux
- Créer des postes supplémentaires au sein des services Propreté et voiries

FACILITER LES DÉPLACEMENTS DU QUOTIDIEN

- Garantir la gratuité des places de parking pour les montreuillois
- Augmenter le nombre de places de stationnement réservées aux personnes en mobilité réduite (PMR)
- Un plan piéton pour garantir que les trottoirs soient praticables en fauteuil roulant et avec une poussette.
- Plan d'initiation à la pratique du vélo pour les classes de CE2 CM1 et CM2 et plan d'acquisition d'un vélo pour l'entrée au collège.
- Agrandir et généraliser les stations vélos partout dans Montreuil.

- Sécuriser encore davantage les grands et moyens axes cyclables (Boissière, Briand, Chanzy, Gabriel Péri)
- Renforcer le dispositif de transport des seniors du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), notamment en assurant sa disponibilité renforcée pour les personnes âgées du haut Montreuil
- Nous engagerons la bataille pour la tarification des transports en commun pour aller vers la gratuité en commençant par les moins de 25 ans, les privé·es d'emploi et les usager·es disposant de faibles revenus, et sans réduction de l'offre
- Réviser le schéma de circulation pour assurer une meilleure circulation entre le Haut et le Bas Montreuil

UN ESPACE PUBLIC APAISÉ

- Redéfinir les missions de la police municipale autour de la proximité
- Faire travailler la police municipale en lien avec une équipe de médiateurs et en lien étroit avec la prévention spécialisée, pour apaiser les tensions, orienter les jeunes et prévenir la délinquance par la présence, le dialogue et l'accompagnement.

FAIRE MIEUX!

POUR MONTREUIL

**RETROUVEZ TOUTES
NOS INFORMATIONS**

